



## Plus d'armes pour l'opposition syrienne de concert avec plus de demandes pour des « zones refuges »

Par [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 13 mars 2012

[wsws.org](http://wsws.org) 13 mars 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [SYRIE](#)

Les Etats du Golfe ont déclaré qu'armer l'opposition syrienne était leur politique après l'avoir fait secrètement des mois durant.

Jeudi, le ministre qatari, Sheikh Hamad bin Jassim Al-Thani, a annoncé que la monarchie qatarie ferait dorénavant « tout ce qu'il faut pour aider [l'opposition], y compris lui donner des armes pour sa défense. » Cette annonce fut suivie par une autre disant que la Libye mettait 100 millions de dollars à la disposition de l'opposition, de l'argent qui sort très certainement des coffres du Qatar.

Le Qatar, en même temps que l'Arabie saoudite, avait fourni une vaste quantité d'armement au Conseil national de transition de la Libye en créant une force qui fut ensuite utilisée comme mandataire par Washington et les puissances de l'OTAN.

La nouvelle politique de l'aide militaire ouverte fut soutenue par le ministre des Affaires étrangères de l'Arabie saoudite, Saud al-Faisal, et par le parlement du Koweït. La décision visait tout d'abord à renforcer l'Armée syrienne libre (ASL) suite à la déroute qu'elle avait endurée dans son bastion de Homs, à Baba Amr. Politiquement, pourtant, l'objectif reste de garantir un soutien militaire complet de Washington, Paris et Londres pour le renversement du régime de Bachar al-Assad.

Les Etats-Unis, la France et le Royaume Uni ont tous déclaré leur soutien à un changement de régime. Mais, ils ont été consternés par le manque de soutien en faveur de l'opposition dans les principaux centres urbains de Damas et d'Alep et par les capacités militaires limitées des groupements oppositionnels indisciplinés et disparates dominés par les islamistes sunnites et dirigés par les Frères musulmans en incluant des forces de type al-Qaïda.

Le renforcement de l'armement de l'opposition est lié aux efforts visant à assurer le contrôle du mouvement par le Conseil national syrien (CNS) et à convaincre les principales puissances que la chute d'Assad leur donnera ce qu'elles veulent - l'isolement de l'Iran - sans provoquer le genre d'instabilité à long terme et de conflit sectaire qui ont suivi la chute de Saddam Hussein en Irak.

Le CNS a coordonné son annonce mercredi dernier concernant la formation d'un nouveau bureau militaire pour resserrer les liens avec l'ASL. La décision fut annoncée par le président du CNS, Burhan Ghalioun lors d'une conférence de presse. Le bureau sera « libre de demander expertise et assistance comme bon lui semble, » a dit le CNS.

Vingt membres influents du CNS au moins avaient précédemment formé le Groupe patriotique syrien pour soutenir « l'effort national visant à renverser le régime avec tous les moyens de résistance disponibles, y compris le soutien à l'Armée syrienne libre. »

Pendant des mois, des armes ont été fournies à l'ASL et au CNS, y compris de la part des puissances occidentales. Lors de la conférence des Amis de la Syrie le mois dernier en Tunisie, la porte-parole du CNS, Bassma Kodmani, avait dit que plusieurs pays, qu'elle refusa de nommer, fournissaient de l'équipement à l'ASL dont une technologie des communications militaires, des vestes pare-balles et des lunettes de vision nocturne, ainsi que des armes meurtrières.

Les centaines de millions dont on parle à présent publiquement seront utilisés pour fournir du matériel militaire lourd afin de faciliter l'intention déclarée de l'ASL de découper une « zone refuge » près de la frontière turque et qui nécessitera ensuite une protection militaire allant dans le sens d'initiatives identiques et préparatoires aux guerres en Libye, en Irak et dans l'ancienne Yougoslavie.

Un rôle clé devra être joué par la Turquie qui abrite à la fois le CNS et le commandement pour l'heure quelque peu nominal de l'ASL dirigée par le colonel Riad al-Assad. Le colonel Assad a dit au Financial Times, « Si nous avons des missiles antichars, nous pourrions imposer un abri sûr et envahir une région. »

La Turquie a une nouvelle fois renforcé ses attaques rhétoriques contre le régime Assad et le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, a comparé les événements syriens avec la « situation à Srebrenica » en 1995. Il s'était exprimé samedi aux côtés du ministre italien des Affaires étrangères, Giulio Terzi. Le meurtre de Musulmans de Bosnie par la Serbie fut désigné plus tard d'acte de génocide. Davutoglu en a appelé à la communauté internationale pour prendre des mesures y compris fournir une aide militaire aux forces de l'opposition.

La Turquie a indiqué à plusieurs reprises qu'elle consentait à mener une campagne militaire contre la Syrie mais a réclamé au préalable le soutien officiel de l'OTAN - ce que l'OTAN n'a pas fait jusque-là.

L'irritation entre les puissances régionales et les impérialistes est compréhensible compte tenu de l'importance de l'enjeu. Un changement de régime en Syrie est considéré comme le premier jalon vers l'élimination de l'Iran en tant qu'adversaire régional et, ce faisant, coupant l'accès aux richesses pétrolières de la région à la Russie et à la Chine. Malgré leurs réserves et une certaine précaution et dissimulation requises, les principales puissances sont lourdement impliquées dans la campagne de déstabilisation du régime baathiste d'Assad.

Vendredi, le président Nicolas Sarkozy a appelé à la mise en place d'une zone humanitaire près de la frontière syrienne comme celle réclamée par l'ASL et le CNS, dans le même temps il fermait l'ambassade de France en Syrie. « Nous ne ferons rien tant qu'il n'y aura pas une résolution du Conseil de sécurité, » a-t-il affirmé et qui établirait « les conditions juridiques d'un cran supplémentaire, que ce soit les zones humanitaires, les livraisons d'armes pour l'opposition, des corridors. »

Légalement ou pas, la France veut clairement les trois objectifs - une zone tampon, des couloirs humanitaires et l'armement de l'opposition - et oeuvre dans ce sens.

Il est significatif de noter que lundi, le journal libanais Daily Star a rapporté, qu'« environ 13 officiers français étaient détenus par les autorités syriennes. en détention dans la ville centrale de Homs ». Le journal britannique le Daily Telegraph a fait état d'un démenti officiel du ministère français des Affaires étrangères mais a ajouté que « le ministère de la Défense avait été moins catégorique disant n'avoir ni confirmé ni nié l'affirmation. »

Tous les moyens possibles sont employés pour encourager Moscou et Beijing à prendre leur distance par rapport à Assad et pour mettre fin à leur opposition à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui ouvre la voie à la guerre au motif de la « responsabilité de protéger. » Tous deux ont réitéré leur opposition à une intervention militaire. Néanmoins, les médias pro-guerre n'ont pu cacher leur joie lorsque Vladimir Poutine a déclaré vendredi « Nous n'avons aucune relation particulière avec la Syrie. »

Ses commentaires étaient survenus lorsque le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Alexander Lukashevich, a dit que la Russie ne fournirait pas d'aide militaire à la Syrie si elle était attaquée - comme l'exige les dispositions du traité remontant à l'existence de l'Union soviétique.

La Russie et la Chine ont également souscrit à la déclaration du Conseil de sécurité demandant à la Syrie de laisser entrer dans le pays la coordonnatrice des secours d'urgence des Nations unies, la baronne Valerie Amos, et d'autoriser « un accès libre, total et immédiat du personnel humanitaire aux populations dans le besoin. »

Dans une démarche profondément embarrassante pour les Etats du Golfe et d'autres promoteurs de l'opposition syrienne, le ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor Lieberman a dit à la radio militaire qu'Israël était « prêt à fournir toute aide humanitaire nécessaire » via la Croix Rouge internationale (ICRC). Il l'a dit tout en citant la Syrie comme preuve qu'Israël ne peut compter sur personne d'autre pour se protéger contre l'Iran et qu'en cas d'attaque contre Téhéran, le gouvernement israélien « prendra les décisions les plus appropriées en fonction de son évaluation de la situation. »

Article original en anglais, [WSWS](#), paru le 6 mars 2012.

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Chris Marsden](#), [wsws.org](#), 2012

---

Articles Par : [Chris Marsden](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)